

BANGLADESH

LA MODE S'ENFLAMME



DOSSIER DE PRESSE

Communiqué de presse

L'industrie textile au Bangladesh : une bombe à retardement

Cas concrets : Tazreen Fashions et Smart-Export

Nos demandes : la signature de l'Accord sur la sécurité et la prévention des incendies au Bangladesh

Supports

Présentation de Peuples Solidaires et du Collectif Éthique sur l'étiquette



Communiqué de presse - 14 mars 2013

Au Bangladesh, la mode s'enflamme !

Happening « défilé de mode gris cendré »
le 21 mars à 12h00 à Paris

pour exiger des multinationales du textile qu'elles prennent leurs responsabilités face aux accidents et incendies d'usines à répétition au Bangladesh

L'industrie de l'habillement au Bangladesh, qui produit 80% des exportations du pays, est particulièrement dangereuse pour la santé et la sécurité des travailleurs et des travailleuses. **Depuis 2005, ce sont plus de 700 ouvriers et ouvrières qui ont péri dans des incendies, des effondrements d'usines ou des explosions, des milliers demeurant gravement et irrémédiablement blessés.**

Peuples Solidaires et le Collectif Éthique sur l'étiquette appellent les marques françaises et internationales de l'habillement qui se fournissent au Bangladesh à assumer pleinement leur responsabilité d'entreprises clientes en versant de justes compensations aux victimes et à leurs familles, et en empêchant que de tels drames humains ne se reproduisent au nom d'une course criminelle au profit.

Nous leur demandons de **signer l'Accord sur la sécurité et les incendies au Bangladesh proposé par les organisations de défense des droits des travailleurs, les syndicats locaux et internationaux et qui prévoit des mesures concrètes pour prévenir ces accidents.**

**RDV le jeudi 21 mars à 12h
Place Sainte Opportune – Paris 1^{er}
pour un « défilé de mode gris cendré »**

Contacts presse

Katia ROUX

Peuples Solidaires / Collectif Éthique sur l'étiquette :

k.roux@peuples-solidaires.org

01 48 58 21 85 / 06 72 32 18 24

Nayla AJALTOUNI

Collectif Éthique sur l'étiquette

n.ajaltouni@ethique-sur-etiquette.org

01 42 03 82 25 / 06 62 53 34 56



L'INDUSTRIE TEXTILE AU BANGLADESH : UNE BOMBE A RETARDEMENT



Le Bangladesh est le deuxième pays exportateur d'habillement après la Chine. Le secteur textile représente 80% de ses exportations totales et emploie plus de 3 millions de travailleurs, dont une majorité de jeunes femmes. Salaires extrêmement bas, répression syndicale et conditions de travail dangereuses font la triste réputation de l'industrie de l'habillement dans le pays. Avec un niveau de salaire horaire sectoriel le plus faible au monde (**32 centimes de dollar de l'heure**), le Bangladesh a attiré de nombreux acheteurs internationaux, conduisant à une augmentation drastique des volumes de commande au cours des dernières années.

Les bâtiments industriels ne sont pas adaptés à cette demande croissante. La majorité des usines ne sont pas conformes aux normes élémentaires de santé et de sécurité au travail. Les incendies, effondrements et autres accidents graves sont devenus monnaie courante. Les pratiques d'achat irresponsables des donneurs d'ordre internationaux, basées sur des faibles coûts et délais de production minimum, ainsi que la désertion de l'État ont fait des usines textiles du Bangladesh de véritables bombes à retardement qui ont déjà causé **des milliers de blessé-e-s et plus de 700 mort-e-s depuis 2005**.

- **Tazreen Fashions : 112 mort-e-s**

Le 24 novembre 2012, l'incendie de l'usine *Tazreen Fashions* provoque la mort de 112 ouvrier-e-s et des centaines de blessé-e-s. De nombreux-ses ouvrier-e-s ont péri en sautant dans le vide pour fuir les flammes. D'autres ont été brûlé-e-s vif-ve-s. Un pompier a indiqué qu'il n'y avait pas d'issues de secours. L'incendie aurait été causé par un court-circuit électrique. Une source gouvernementale a conclu à un acte de sabotage, mais cette affirmation est considérée sans fondement par plusieurs organisations de défense des droits des travailleur-euse-s. D'après des informations fournies récemment par la *National Garment Workers Federation of Bangladesh* (NGWF), le comité d'enquête formé par le ministère de l'intérieur bangladais estime que les propriétaires et la direction de l'usine doivent être tenus responsables de l'accident.



Plusieurs audits (Walmart, BSCI) ont révélé que le bâtiment ne respectait aucune norme de sécurité : portes verrouillées ou encombrées, absence d'issues de secours, bâtiments ne répondant pas aux normes de construction, procédures d'urgence dérisoires, ateliers surpeuplés, absence de formation des travailleur-euse-s. L'usine fabriquait entre autres des vêtements pour les marques C&A (Allemagne), Wal-Mart (États-Unis), Hipercor (Espagne), et Kik (Allemagne). En France l'enseigne Teddy Smith se fournissait chez *Tazreen Fashions* peu avant l'incendie.

À ce jour, parmi les familles des 112 ouvrier-e-s tué-e-s lors de l'incendie, seulement 48 ont reçu compensation : environ 5900 euros chacune, une somme bien éloignée des 27 500 euros demandés. Sur les 110 familles de blessé-e-s, 64 ont reçu 980 euros, soit un cinquième de ce qui était demandé.

- **Smart Export : 7 ouvrières décédées**



Le 26 janvier 2013, l'incendie de l'usine *Smart Export Garments Ltd* a tué 8 ouvrières, dont 6 âgées entre 16 et 20 ans. Elles sont mortes étouffées par la fumée ou piétinées dans le mouvement de panique. De nombreux-ses blessé-e-s sont également à déplorer. Selon les pompiers, l'incendie serait dû à un court circuit électrique. Les survivant-e-s affirment que les portes étaient fermées à clé au moment où le feu a pris. Des étiquettes des marques Bershka et Lefties, (appartenant au géant espagnol Inditex), du

discounteur allemand KIK ainsi que des marques françaises New Look, Scott and Fox et Solo Invest ont été retrouvées sur les lieux, le lendemain du drame.

Inditex et Solo Invest se fournissaient déjà auprès de l'usine Spectrum dont l'effondrement en 2005 avait causé la mort de 64 travailleurs et travailleuses.

À ce jour, un accord a été signé entre les syndicats bangladais et les marques Inditex et New Look pour indemniser les familles des 8 ouvrières tuées. Ces deux marques ont accepté de verser environ 10 200 euros par famille (10% supplémentaires dans le cas de familles avec 2 enfants mineurs). Chacune des deux associations d'employeurs du secteur, le BGMEA et le BKMEA, versera 980 € par famille. Le gouvernement du Bangladesh devrait annoncer sa participation prochainement. Les autres marques clientes de Smart-Export ont également été appelées à participer.

Tazreen Fashions et Smart-Export avaient toutes deux reçu des certificats de conformité. Les processus de contrôle manquent souvent de transparence et n'impliquent pas les travailleur-euse-s concerné-e-s. Ces incendies témoignent pourtant des dangereuses conditions de travail dans les usines textiles et d'un système de contrôle défaillant.

Entre ces deux tragédies, ce sont 28 autres incendies qui ont été signalés dans les usines textiles au Bangladesh.

- **Défaut de prévention et réparation**

Le gouvernement bangladais manque à son devoir d'assurer l'inspection régulière des usines et des permis de construire sont illégalement délivrés pour la construction de bâtiments dangereux. Les fournisseurs ne font pas respecter les normes fondamentales de sécurité. Les marques et distributeurs manquent à leur devoir d'assurer le respect des droits humains dans leur chaîne de production et à leur devoir de diligence raisonnable, tels que prévus par les [Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme](#), approuvés par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU en juin 2011.

Le gouvernement, les fabricants et les marques donneuses d'ordre qui connaissent les risques, doivent assumer leurs responsabilités respectives et prendre les mesures nécessaires pour d'une part répondre aux besoins des victimes, et d'autre part mettre un terme à ces drames récurrents en s'attaquant à leurs causes structurelles.

NOS DEMANDES : LA SIGNATURE D'UN ACCORD SUR LA SÉCURITÉ ET LA PRÉVENTION DES INCENDIES AU BANGLADESH

Pour mettre un terme à cette série noire, il est urgent que les donneurs d'ordres internationaux s'engagent dans un plan d'action concret visant à prévenir de futurs drames et le cas échéant, offrir une juste réparation aux victimes. Une coalition internationale de syndicats et ONG bangladais et internationaux (IndustriALL, Clean Clothes Campaign, International Labor Rights Forum, Maquila Solidarity Network, Workers Rights Consortium, Bangladesh National Council of Trade Unions) a élaboré un Accord sur la sécurité des bâtiments et la prévention d'incendies dans les usines textiles, qui a été soumis à la signature des multinationales de l'habillement .

Cet accord, qui donne un rôle central aux travailleur-euse-s et à leurs organisations, prévoit la mise en œuvre d'un programme complet visant à garantir la santé et la sécurité des ouvrier-e-s de l'industrie textile. Il se compose de 53 actions concrètes pour :

- mettre en œuvre un système de vérification indépendant et transparent de la sécurité des bâtiments industriels,
- examiner et faire évoluer les normes de sécurité,
- obliger les fournisseurs à réaliser les réparations et rénovations nécessaires,
- former les travailleur-euse-s, cadres et directions aux normes de sécurité,
- donner un rôle central aux travailleur-euse-s et à leurs organisations,
- créer des comités sur la santé et la sécurité au travail,
- respecter la liberté d'association et le droit à la négociation collective.

Le gouvernement du Bangladesh doit jouer un rôle clé pour garantir de vrais changements structurels sur le long terme : en faisant évoluer les lois, en améliorant le processus d'inspection et certification, et en développant un cadre propice au dialogue social entre employeurs et organisations de travailleur-euse-s.

Les propriétaires et directeurs des usines doivent s'engager à respecter les normes de santé et de sécurité, toujours en concertation avec les représentants de travailleur-euse-s et autres partenaires sociaux.

Les marques et les enseignes doivent s'assurer que les usines de leurs fournisseurs sont conformes aux normes de sécurité en vigueur et que leurs pratiques d'achat permettent à leurs fournisseurs de respecter ces normes.

Peuples solidaires et le Collectif Éthique sur l'étiquette appellent toutes les marques françaises qui se fournissent au Bangladesh à signer et à mettre en œuvre cet accord.

SUPPORTS

- Rapport FATAL FASHION (en anglais)
http://www.ethique-sur-etiquette.org/IMG/pdf/fatal_fashion_en.pdf
- Synthèse en français du rapport FATAL FASHION
http://www.ethique-sur-etiquette.org/IMG/pdf/fatal_fashion_syntese_.pdf
- Communiqué de presse incendie Tazreen Fashions
<http://www.peuples-solidaires.org/wp-content/uploads/2012/11/CP-Tazreen-261112.pdf>
- Communiqué de presse incendie Smart Export
<http://www.peuples-solidaires.org/wp-content/uploads/2013/01/CP-280113.pdf>

- Appel urgent : « Bangladesh : GAP, halte au feu ! »
http://www.peuples-solidaires.org/appel-urgent-354_bangladesh-gap/
- Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.17.31_fr.pdf

NOS ORGANISATIONS

Peuples solidaires est une association de solidarité internationale fondée en 1983 qui soutient les femmes et les hommes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits économiques, sociaux et culturels.



Ses trois priorités sont :

- La souveraineté alimentaire (droit à l'alimentation, accès à la terre, soutien à l'agriculture familiale)
- La dignité au travail (salaire minimum vital, conditions décentes, liberté syndicale)
- Les droits des femmes (lutte contre les discriminations, renforcement du pouvoir des femmes).

Peuples Solidaires agit en appuyant les organisations de la société civile au Sud, en mobilisant les citoyen-ne-s, en informant le public, en alertant les médias, et en faisant pression sur les décideurs. L'association rassemble 70 groupes locaux, 11 000 membres individuels et est membre associé du réseau international ActionAid.

www.peuples-solidaires.org



Le Collectif Éthique sur l'étiquette regroupe une vingtaine d'associations de solidarité internationale, de syndicats, de mouvements de consommateurs et d'associations d'éducation populaire. Il agit en faveur du respect des droits humains au travail et de la reconnaissance du droit à l'information des consommateurs. L'action du collectif se concentre sur les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que le textile, les jouets ou les articles de sport.

Il a pour objectifs de :

- Promouvoir le respect par les entreprises et les administrations publiques des normes internationales du travail le long de leur chaîne d'approvisionnement
- Soutenir les syndicats et ONG du Sud dans leurs revendications sur la question des droits humains au travail
- Sensibiliser les consommateurs- citoyens à la qualité sociale de leurs achats
- Renforcer la régulation publique des activités des entreprises transnationales en matière de droits humains

Le Collectif Éthique sur l'étiquette est la branche française du réseau européen Clean Clothes Campaign.

www.ethique-sur-etiquette.org

